



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 4 mai 2009
(OR. en, de)**

9309/09

**COPEN 80
EJN 26
EUROJUST 25**

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	M. Edmund Ducwitz, Représentant permanent, Représentation permanente de l'Allemagne auprès de l'Union européenne
Destinataire:	M. Javier Solana, Secrétaire général/Haut Représentant, Secrétariat général du Conseil
Objet:	Décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve - Notification de l'Allemagne

Les délégations trouveront en annexe une lettre de notification de l'Allemagne relative à la décision-cadre citée en objet.

À l'attention du
Secrétaire général du Conseil de l'Union européenne
M. Javier Solana
Rue de la Loi 175
1048 Bruxelles

OBJET: **Transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil
du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des
décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve ("décision-cadre
relative à l'exécution") (JO L 196 du 2.8.2003, p. 45–55)**

EN L'ESPÈCE: **Notification du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au
Secrétariat général du Conseil et à la Commission européenne**

ANNEXE: -1-

Bruxelles, le 26 mars 2009

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer que la loi de transposition de la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve est entrée en vigueur le 30 juin 2008.

Conformément à l'article 14, paragraphe 2, de la décision-cadre, les États membres sont tenus de notifier le texte de la législation transposant cette décision-cadre.

Je vous communique donc ci-joint le texte des dispositions transposant les obligations imposées par la décision-cadre du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve. La loi de transposition a modifié certaines dispositions de la loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale. Ces modifications sont entrées en vigueur le 30 juin 2008.

Vous trouverez ci-après le texte des déclarations de la République fédérale d'Allemagne concernant la décision-cadre.

Ad article 4:

Les autorités compétentes sont les parquets des Länder.

Ad article 9, paragraphe 3 :

La République fédérale d'Allemagne reconnaît les certificats rédigés dans toutes les langues officielles des États d'émission qui reconnaissent les certificats rédigés en allemand délivrés par les autorités judiciaires allemandes.

(formule de politesse)
